

Unité départementale des Hauts-de-Seine
Service Risques et Installations Classées de Paris et des Hauts-
de-Seine
167/177, avenue Joliot-Curie BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 20/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



PMC ISOCHEM

4 AV PHILIPPE LEBON
92230 GENNEVILLIERS

n° Dossier : 31314

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/05/2022 dans l'établissement PMC ISOCHEM implanté 4 AV PHILIPPE LEBON 92230 GENNEVILLIERS. L'inspection a été annoncée le 27/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite à l'arrêté de mise en demeure du 19/08/2021 concernant le non-respect des prescriptions relatives à la rétention du parc à fûts.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PMC ISOCHEM
- 4 AV PHILIPPE LEBON 92230 GENNEVILLIERS
- Code AIOT dans GUN : 0006506294
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED - MTD

PMC isochem est une entreprise de fabrication de produits pharmaceutiques. L'inspection a contrôlé la rétention du parc à fûts.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- vérification de la conformité de la rétention du parc à fûts conformément à la condition 24-1

de l'arrêté préfectoral complémentaire DATEDE/2 n°2008-141 du 12 novembre.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de l'inspection (1)
Rétention – Conception des rétention	Arrêté Préfectoral du 12/11/2008, article 24-2	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rétention – MED Parc à fûts	Arrêté Préfectoral du 14/04/2021, article 2	Arrêté de mise en demeure	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place des portes étanches au niveau de son parc à fûts afin de respecter le volume de rétention nécessaire conformément à la réglementation en vigueur.

Cependant, cette même rétention n'est pas étanche contrairement à l'article 24-2 de l'arrêté préfectorale du 12/11/2008.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Rétention – MED Parc à fûts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2021, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en demeure – rétention
Prescription contrôlée : La société PMC ISOCHÉM est mise en demeure de respecter la condition 24-1 de l'arrêté préfectoral complémentaire DATEDE/2 n°2008-141 du 12 novembre, relative aux règles de stockages. Elle devra doter les parcs de fûts qu'elle exploite d'une capacité de rétention suffisamment importante par rapport à la quantité maximum de matières inflammables susceptibles d'être stockées en prenant en compte les hypothèses de l'étude de dangers concernant le volume stocké. Modifié par Article 2 - AP modificatif MED – 19/08/21 : Le respect de cette prescription devra intervenir au plus tard le 31 décembre 2021.
Constats : L'exploitant a installé, aux entrées de son parc à fûts, des portes permettant, en cas de fermeture (déclenchée manuellement par un opérateur ou suite à une détection automatique), d'obtenir une capacité de rétention de 318 m ³ . L'exploitant a indiqué que les joints d'étanchéité des portes ainsi que les traitements de surfaces des portes et de la rétention sont compatibles avec les produits stockés dans le parc à fûts. Selon les hypothèses prises dans l'EDD, le volume maximal de produits stockés dans le parc à fûts est de 140 m ³ . L'exploitant est donc tenu d'avoir une rétention de 70 m ³ minimum. Considérant que l'exploitant a désormais une rétention de 318 m ³ , l'exploitant respecte la condition 24-1 de l'arrêté préfectoral complémentaire DATEDE/2 n°2008-141 du 12 novembre et donc désormais les deux articles prescriptifs de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2021-44 du 16 avril 2021, l'article 3 ayant été abrogé antérieurement par arrêté préfectoral complémentaire n° 2022-25 du 25 mars 2022. L'arrêté de mise en demeure DCPAT n°2021-44 du 16 avril 2021 modifié est respecté. L'inspection propose d'encadrer le maintien dans le temps de la performance de la rétention en application du 3ème alinéa de l'article L. 181-14 du Code de l'environnement, compte-tenu du caractère de protection active de celle-ci.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rétention – Conception des rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2008, article 24-2
Thème(s) : Risques accidentels, Conception des rétentions
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence. Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel. La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir. Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Constats : Par courriel en date du 12/04/2022, l'exploitant a transmis les résultats de ses essais concernant la justification de l'étanchéité de la rétention du parc à fûts.

L'exploitant a réalisé trois essais en date du 22/10/21, du 10/12/21 et du 10/01/2022.

Pour réaliser ces essais, l'exploitant a rempli la rétention du parc à fût d'eau sur une hauteur mesurée de 33 cm pour son premier essai, puis 39 cm pour les essais 2 et 3.

En prenant en compte les incertitudes et l'évaporation, l'exploitant indique une perte de 16,5%, 9,8% et 6,7% respectivement pour les essais 1, 2 et 3.

L'exploitant a procédé à des travaux d'étanchéité en date du 29/11/2021 et du 04/01/2022.

L'inspection a repris les calculs de l'exploitant. Ce dernier a calculé une perte par rapport au volume total de la rétention et non par rapport au volume d'eau mis dans la rétention. L'inspection après calcul estime la perte à environ 53%, 31% et 21% respectivement pour les essais 1, 2 et 3.

L'inspection propose à l'exploitant de ne pas travailler sur un pourcentage de perte mais sur une vitesse de fuite.

Ce constat s'appuie sur l'exemple suivant : une perte de 10% d'une capacité de 318 m³ correspond à une perte de 31 m³, ce qui est important au regard d'une pollution du sol.

Pour information, pour les ICPE soumises à autorisation au titre de la rubrique 4331 (PMC-Isochem est soumis à enregistrement), l'article 22-1-1 indique que : "Les rétentions sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité répondant à l'une des caractéristiques suivantes :

- un revêtement en béton, une membrane imperméable ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche. La vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité est alors inférieure à 10⁻⁷ mètres par seconde."

Cette vitesse d'infiltration est prise comme référence par l'inspection pour déterminer un degré d'étanchéité acceptable, compte-tenu des caractéristiques de la rétention.

L'analyse des essais d'étanchéité produit par l'exploitant permet d'établir une vitesse de fuite égale à 8,65.10⁻⁷ m/s pour son dernier essai, résultat plus de 8 fois supérieur à la vitesse de fuite prise en référence par l'inspection.

Contrairement à l'article 24- 2 de l'arrêté préfectoral du 12/11/2008, la rétention du parc à fûts n'est pas étanche.

L'exploitant a indiqué prévoir de recouvrir la rétention de fibre de verre (de résine epoxy) lors de l'arrêt du site au mois d'août 2022 afin de respecter son arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Annexe : projet d'arrêté préfectoral complémentaire

VU...

VU l'article L.181-14 du code de l'environnement

[...]

Considérant que l'exploitant a entrepris des travaux visant à doter le stockage dit "parc à fût" d'une rétention de 318 m³, conforme en terme de volumétrie aux exigences réglementaires applicables, et nécessitant la mise en oeuvre d'un dispositif actif d'obturation pour être pleinement constituée,

Considérant que le mécanisme actif nécessite des entretiens et vérifications réguliers afin de garantir son déclenchement en cas de sollicitation et le maintien des performances attendues dans le temps,

[...]

Article 1 :

A la suite de la condition 24-2 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral DATEDE/2 n°2008-141 du 12 novembre 2008, est ajoutée la condition 24-3 suivante :

"Condition 24-3 Dispositions particulières applicables à la rétention du parc à fûts

La disposition relative au maintien fermé en permanence du dispositif d'obturation, mentionnée au 1er alinéa de la condition 24-2 ci-dessus, n'est pas applicable aux deux batardeaux relevables permettant de constituer le volume réglementaire de la rétention du parc à fûts.

Ces deux dispositifs actifs, y compris les organes de détections et les actionneurs automatiques et manuels nécessaires à leur bon fonctionnement, font l'objet d'un entretien et d'une maintenance rigoureux visant à garantir leurs performances dans le temps. Les opérations nécessaires et leurs périodicités sont définies en cohérence avec la documentation et les recommandations des fabricants et constructeurs.

La rétention du parc à fûts ne présente pas de vitesse de fuite supérieure à 10⁻⁷ mètres par seconde.

Des essais à sec de déclenchement pour chacun des batardeaux, c'est à dire sans procéder à la mise en eau de la rétention, sont réalisés au moins tous les 12 mois. Ces essais incluent un déclenchement manuel ainsi qu'un déclenchement par détection de liquide en rétention.

Une vérification sur 24 heures de la performance de la rétention avec mise en eau est effectuée au moins tous les 60 mois. Elle inclut la réalisation d'un essai à sec. Le volume d'eau introduit dans la rétention à cet effet permet d'atteindre au moins la moitié de la hauteur des batardeaux en position fermée. L'eau utilisée est recueillie et traitée conformément aux dispositions applicables aux eaux industrielles.

Les opérations d'entretien et de maintenance, les méthodes et les résultats des essais à sec et des essais en eaux ainsi que les éventuels plans d'action visant à corriger tout désordre et dysfonctionnement sont consignés dans un dossier éventuellement dématérialisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées."